

ÉGYPTÉ : L'APRÈS-MOUBARAK A COMMENCÉ

La rue a tranché

L'Égypte a vécu hier une journée historique : de gigantesques marées humaines ont répondu à l'appel de l'opposition, à travers tout le pays, pour réclamer le départ de Hosni Moubarak. Une sorte de référendum «grandeur nature» qui a définitivement mis fin à la légitimité du Raïs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Au Caire, ce sont des centaines de milliers d'Égyptiens — deux millions, iront jusqu'à avancer certaines chaînes de télévision — ont pris possession de la place de la Libération, au cœur de la capitale.

Leur mot d'ordre est unique, exclusif et unanimement partagé dans toutes les autres villes d'Égypte : le départ du président Moubarak.

Une mobilisation d'autant plus réussie que le régime a tout mis en œuvre pour faire avorter ces manifestations : arrêt total, dès lundi, des réseaux de téléphonie mobile, de l'internet et tous les transports en commun.

Or, non seulement les manifestations seront grandioses, mais draineront toutes les franges de la société et toutes tranches d'âges confondus et ont lieu sans le moindre incident notable. Il faut dire que la position

exprimée par l'armée, lundi soir en affirmant «que les revendications du peuple égyptien sont légitimes» a fini par isoler, complètement, Moubarak.

Ce dernier, qui avait chargé le nouveau vice-président, Omar Souleymane, d'inviter «les forces de l'opposition à l'ouverture d'un dialogue», obtient immédiatement un autre camouflet : «Oui au dialogue, répondent les partis d'opposition et les initiateurs du mouvement, mais une fois Moubarak parti.»

Désigné par l'opposition comme son représentant, Mohamed El-Baradei a tout simplement invité Hosni Moubarak à quitter son poste, «au plus tard vendredi prochain».

Dans la journée, le chef de file de l'opposition a eu un premier contact avec l'ambassadrice des Etats-Unis au Caire, Margaret Scobey, tandis que Barack Obama a, dans la même journée d'hier, dépêché un ancien ambassadeur



2 millions de manifestants ont pris possession de la place de la Libération, au cœur du Caire.

américain au Caire, pour rencontrer «les hauts responsables égyptiens», dont Moubarak bien sûr.

La Maison Blanche finira-t-elle par pousser Moubarak à lâcher le pouvoir ? Le président de la Commission des affaires étrangères au Sénat, présenté par les agences de presse comme un proche

d'Obama, a, dans une déclaration à Al Jazeera, parlé «de l'après-Moubarak qui n'a plus de légitimité».

Un après-Moubarak qui ne faisait plus de doute dans plusieurs capitales, hier.

Le Premier ministre israélien, jusque-là très prudent dans ses déclara-

tions, a lancé un pressant appel «à la communauté internationale pour exiger du prochain pouvoir en Égypte à respecter les accords de paix», à savoir les accords de Camp David de 1978.

Jusqu'au début de la soirée d'hier, tous les indices plaidaient pour la fin de règne de Hosni

Moubarak. Reste à savoir la forme que cette chute prendra.

Se dirige-t-on vers une «sortie honorable», suggérée par le chef de l'opposition, Mohamed Al Baradei ? A n'en pas douter, la réponse est certainement dans les bagages de l'émissaire d'Obama...

K. A.

TUNISIE ET ÉGYPTÉ

Quand les armées fréquentent les révoltes !

Les armées en Tunisie et en Égypte ont refusé d'observer les chemins de la révolution. Dans l'un comme dans l'autre pays, où les révoltes populaires font rage, elles n'ont pas répondu au souhait des pouvoirs en place de mater le peuple. Evolution remarquable.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Le fait est l'un des plus notables que les soulèvements populaires en Tunisie, d'abord, et Égypte, ensuite, ont donné à consigner : les deux armées ont refusé de se dresser contre le peuple.

Une attitude qui a dû surprendre plus d'un, tant est que rares étaient ceux qui gageaient sur une telle situation. Notamment en Égypte, où l'armée est un élément prépondérant sur lequel s'appuie le régime de Moubarak, contrairement à la Tunisie, où c'est la police qui imposait l'autorité du régime Ben Ali. Aussi le serment de l'armée égyptienne de ne pas faire obstacle aux revendications légi-



L'armée tunisienne a contribué à la chute de Ben Ali.

times du peuple, prononcé lundi, soit la veille des grandioses marches ayant rassemblé des millions de personnes, est éloquent.

Le Tian'anmen de triste mémoire n'est, donc, pas reproductible sur la place de la

Libération, au Caire. D'ailleurs, les principales villes d'Égypte ont vécu hier au rythme de marches imposantes, sans que l'armée, pourtant déployée après le retrait de la police, intervienne pour les réprimer. L'engagement de l'armée égyptienne à accompagner

le changement est vite vérifié sur le terrain, moins de 24 heures après son expression solennelle.

Par leur résolution à ne pas aller à contre-courant des aspirations populaires, les galonnés égyptiens donnent, par leur attitude, à méditer des comporte-

ments non seulement possibles mais salutaires pour les émancipations républicaines et démocratiques.

Pour avoir, elle aussi, refusé de réprimer la révolution du Jasmin, l'armée tunisienne a contribué, du moins de manière collatérale, à la chute précipitée et rapide du régime de Ben Ali. Un régime des plus policiers qui fût. Rien n'est moins salubre pour les peuples de la région que les armées se découvrent des vocations républicaines et qui, surtout, les assument.

De la sorte, elles évitent que les transitions démocratiques, non seulement revendiquées par les élites politiques mais aussi portées par les peuples, ne s'opèrent dans le chaos. Il s'agit, en fait, pour les armées d'aider leurs nations et leurs peuples à être de leur époque, de leur temps et non de les maintenir dans un sous-développement politique chronique.

N'étaient-elles pas belles ces images venues du Caire de chars imposants de l'armée tagués par les manifestants ?

S. A. I.